

FACE À LA TRANSPHOBIE : ORGANISONS LA RÉSISTANCE !

Le 21 octobre aura lieu la 21^{ème} marche Existrans, marche de revendication pour les droits des personnes trans. Cette marche compte défendre l'autodétermination des personnes trans et/ou intersexes et dénoncer le piétinement de leurs droits et de leur santé depuis des décennies.

Cette marche est également l'occasion de rappeler notre soutien à Kara, jeune femme trans emprisonnée depuis le 26 mai 2016. Notre camarade a été injustement condamnée à 4 ans d'emprisonnement, victime d'un procès politique, suite à sa participation au mouvement social contre la loi travail et aux manifestations contre les violences policières. Emprisonnée en quartier d'isolement, qui plus est dans une prison pour hommes, elle a été privée pendant de longs mois de son traitement hormonal. Son identité de genre est totalement niée. La Coordination des Groupes Anarchistes exige la relaxe immédiate de notre camarade et de tous les inculpés du procès de la voiture brûlée. La CGA appelle également à la solidarité avec toutes les personnes trans incarcérées.

UNE TRANSPHOBIE D'ÉTAT ET QUOTIDIENNE

Si la circulaire de février 2017 sur le changement de prénom constitue une certaine avancée dans la mesure où cette procédure est déjudiciarisée, elle transfère aux officiers d'état-civil une part d'arbitraire dans l'appréciation de « l'intérêt légitime » des personnes trans à obtenir gain de cause. Par ailleurs, le changement d'état-civil, bien que démedicalisé en théorie par la loi « justice du XXI^{ème} siècle », reste une procédure judiciaire. La nouvelle législation est donc une loi a minima qui ne satisfait toujours pas à la revendication d'une procédure libre et gratuite en mairie. La lutte doit continuer !

Ces mesures en demie-teinte reflètent l'influence et la pression du camp de la bourgeoisie réactionnaire, représenté entre autres par la « Manif pour tous » et les « anti-gender » qui ciblent de manière explicite les personnes trans, notamment à travers des initiatives telles que Citizen go. Elles ne peuvent qu'encourager les actes homophobes et transphobes, au moment où les dirigeants de l'État envoient des signaux complaisants aux réactionnaires (déclarations d'Emmanuel Macron, report de la PMA).

Les personnes trans, encore plus lorsqu'elles sont migrantes, sont obligées d'affronter de véritables entraves pour accéder aux traitements médicaux (notamment hormonaux et chirurgicaux) leur permettant de changer leur corps, ou encore pour procéder à un changement d'état-civil et se voir délivrer des papiers d'identité du genre dans

lequel elles vivent.

Cette transphobie d'État relaie et renforce la transphobie causée par un système patriarcal, qui perpétue l'idée qu'être homme ou femme est un fait de nature, causé par la génétique, alors qu'il s'agit de constructions sociales, de rapport d'oppression entre un groupe dominant et un groupe dominé.

Cette transphobie ambiante engendre une situation de grande précarité pour les personnes trans, qui ont beaucoup de difficultés à trouver un travail ou à avoir un accès à la santé. Par ailleurs, les personnes trans subissent des violences, que ce soit dans la rue, au travail, dans la famille ou dans le couple, par la police, dans les prisons, etc.

CONTRE LA TRANSPHOBIE, LUTTONS CONTRE LE PATRIARCAT !

Si nous soutenons les luttes pour des mesures législatives concrètes, comme un changement d'état-civil simplifié ou une meilleure prise en compte par les médecins, nous estimons que, seules, elles seraient insuffisantes, et qu'il est aussi capital de lutter contre l'ensemble du système patriarcal, pour en finir avec toutes les oppressions et violences qui en découlent : sexisme, homophobie et transphobie. Ce système de domination et d'exclusion renforce la précarité et les violences générées par toutes les formes d'exploitation et de domination qui traversent la société (exploitation capitaliste, racisme, etc.). Ainsi, il nous apparaît nécessaire de lutter contre tous les systèmes d'exploitation et de domination, pour l'émancipation de tous et toutes.

En tant qu'anarchistes, nous pensons que seules les luttes auto-organisées, et l'autogestion nous permettront de sortir de tels systèmes, dont profitent celles et ceux qui ont intérêt à les préserver. Une telle auto-organisation ne peut être réellement effective qu'à condition que les personnes concernées puissent dès maintenant prendre pleinement leur place dans les organisations militantes de leur choix et dans les luttes. Par conséquent, nous nous engageons au quotidien contre le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le racisme, la domination étatique et l'exploitation capitaliste, et portons nos revendications de rupture, pour une société libertaire et égalitaire.

Enfin, dans la continuité de la marche Existrans, nous appelons à se mobiliser le 20 novembre 2017, pour le Transgender Day of Remembrance (TDoR), journée internationale qui célèbre le souvenir des personnes trans assassinées à travers le monde, et à soutenir tout le reste de l'année les initiatives allant dans le sens de l'émancipation et de l'auto-détermination des personnes trans.